

*Accord de libre-échange Canada—États-Unis*

pour le bien-être de l'Ontario et du Canada. J'avertis le gouvernement de l'Ontario qu'il doit faire sa part. Ce secteur lui a rapporté des millions de dollars. C'est maintenant à son tour de nous aider à le rendre viable.

**M. Jim Fulton (Skeena):** Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion cet après-midi de commenter les motions nos 17, 19, 21, 22, 23 et 25 qui, comme vous le savez, monsieur le Président, nous laissent beaucoup de latitude.

J'aimerais commencer par quelques citations. D'abord, je pense que les Canadiens doivent connaître l'origine de cet Accord. D'où vient-il et que signifie-t-il? Après le 30 août, ou à peu près, le pays va être inondé de publicité payée par les contribuables et ne reflétant que la conception que le gouvernement et le monde des affaires se font de l'Accord. Voyons donc ce que l'ex-ministre du Commerce extérieur, aujourd'hui présidente du Conseil du Trésor (M<sup>lle</sup> Carney), a dit il y a quelque temps, soit au terme des négociations. Bien sûr, elles avaient eu lieu à Washington, pas au Canada. Voici ce qu'elle a dit dans une interview accordée à un journaliste du *Vancouver Sun*:

Le patron n'a pas dit qu'il avait l'intention de me confier un autre portefeuille, contrairement à toutes vos rumeurs qui émanent d'Ottawa. Il pense que j'ai fait du bon travail. En fait, il m'a téléphoné le soir où nous avons mis la dernière main à l'Accord et il m'a demandé: «Comment vous sentez-vous en tant que mère de la Confédération?» Eh bien, me suis-je dit, je n'avais jamais pensé à cela. Sensass, quoi!

La députée de Vancouver-Centre, ex-ministre du Commerce extérieur, aujourd'hui présidente du Conseil du Trésor, reçoit un appel du premier ministre (M. Mulroney) du 24 Sussex j'imagine—à Vancouver ou Hawaii, là où elle se trouvait à ce moment-là—qui lui demande comment elle se sentait en tant que mère de la Confédération. Voilà comment le premier ministre et au moins un membre conservateur du cabinet conçoivent l'Accord: «Eh bien, je n'avais jamais pensé à cela. Sensass, quoi!».

Les députés du côté du gouvernement sont toujours sélectifs lorsqu'ils citent des textes à la Chambre, notamment le député de Niagara Falls (M. Nicholson) qui vient de parler de l'industrie viticole qui sera durement touchée en Colombie-Britannique et en Ontario par ce projet de libre-échange. La manchette dit que l'économie se portera bien sans l'Accord d'après le groupe d'étude. Les gens ne se demanderont pas qui est ce groupe d'étude puisque le ministre actuel du Commerce extérieur (M. Crosbie) trie toujours sur le volet les commentaires du Conseil économique du Canada. Voici ce que cet organisme a trouvé à dire à propos du libre-échange:

La rupture des négociations sur le libre-échange n'est pas «forcément» catastrophique pour notre pays d'après le rapport annuel que le Conseil économique du Canada a fait paraître cette semaine.

Étant donné que 80 p. 100 de nos exportations entrent toujours en franchise aux États-Unis, sans le libre-échange, le niveau de vie des Canadiens continuera d'augmenter d'après le Conseil.

Le gouvernement ne rate jamais une occasion de citer les commentaires du Conseil économique du Canada qui font son affaire, mais cet organisme a pourtant déclaré que sans cet accord, le Canada se porterait aussi bien, sinon mieux. Nous nous porterions sûrement mieux sur le plan de la souveraineté

nationale en tout cas. Une autre manchette du *Globe and Mail* se lit ainsi: «Le libre-échange: une affaire perdue d'avance.» C'est un article de Marjorie Cohen, l'auteur de *Free Trade and The Future of Women's Work*. Elle enseigne l'économie à l'*Ontario Institute for Studies in Education*, et elle représente le Comité d'action nationale du statut de la femme au sein de la coalition contre le libre-échange.

Le projet grandiose de M. Mulroney de nous assurer l'accès au marché américain a avorté. A moins que le Canada n'«harmonise» ses programmes sociaux et économiques pour tenir compte de ce que les États-Unis entendent par jouer franc jeu, il n'aura pas davantage accès aux marchés américains. Et nos programmes sociaux et économiques n'ont jamais été aussi menacés que maintenant. Pour quelle raison? Parce que notre économie sera encore plus intimement liée à celle des États-Unis, et que le Canada aura encore davantage à craindre des récriminations des Américains si ses programmes ne ressemblent pas suffisamment à ceux qui existent au sud de la frontière.

Nous ne devons pas oublier qu'au moment d'adopter des mesures compensatoires contre notre secteur des pêches de la côte est, les Américains ont estimé que quelque 50 ou 60 programmes canadiens justifiaient le recours à ces mesures. Ils ont ainsi créé un précédent que pourront invoquer tous ceux aux États-Unis qui voudront justifier des mesures compensatoires contre nos programmes sociaux comme l'assurance-chômage, le Régime de pensions du Canada ou l'assurance-maladie. Quant au secteur de l'énergie, Marjorie Cohen poursuit:

Dans le cadre de l'Accord du libre-échange, le Canada est assujéti à bien plus qu'à un minable mécanisme de règlement des différends. Il va devoir renoncer à ce qui aurait pu constituer son arme la plus efficace pour imposer sa loi à son concurrent américain: le contrôle des prix de l'énergie et des approvisionnements énergétiques.

Grâce à cet Accord, les États-Unis sont parvenus à obtenir ce que le Canada de tout temps leur avait toujours refusé, soit un accès illimité à nos approvisionnements énergétiques. Le problème est d'autant plus grave que le Canada a renoncé au droit de conserver pour alimenter sa population, ses ressources énergétiques même en période de pénurie. L'Accord précise en effet qu'en période de pénurie énergétique, les États-Unis auront accès à des expéditions proportionnelles des ressources énergétiques qui s'épuisent.

Elle consacre la dernière partie de son article à la politique:

Alors qu'il s'adressait au Parlement lundi dernier, M. Mulroney s'est vanté que son gouvernement permettait enfin aux Canadiens d'accéder aux prises de décision. C'est le comble de la supercherie politique. Les Canadiens ordinaires n'ont pas participé à cette démarche qui est due à l'initiative des grandes entreprises et du gouvernement conservateur.

Les plus récents sondages indiquent que les adversaires du libre-échange au Canada sont plus nombreux que ses partisans. Avant son élection, M. Mulroney a donné aux Canadiens l'assurance qu'il était contre. Il a dit en effet: «Ne me parlez pas de libre-échange! Cette question a été réglée une fois pour toutes en 1911. Le libre-échange mettrait en péril la souveraineté du Canada. Jamais plus je ne reviendrai là-dessus.»

C'est là un excellent exemple du genre de volte-face dont le premier ministre est capable. Pendant la campagne électorale, il pourra se déclarer l'ennemi juré d'une mesure, ce qui ne l'empêchera pas, une fois élu, de s'en faire le plus ardent partisan. Sans jamais en fournir vraiment la preuve, les ministériels se plaisent à rapporter les propos de certaines personnes et de certains groupes qui appuieraient sans réserve l'idée du libre-échange. Il y en a sûrement. Les grandes sociétés multinationales le sont indubitablement, et je dirai pourquoi dans un moment.